



Groupe Hospitalier
Artois-Ternois
CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS

Centre Hospitalier d'Arras
57, avenue Winston Churchill
CS 90006
62022 - ARRAS CEDEX

**ENTRETIEN, MAINTENANCE ET DÉPANNAGE DES
APPAREILS DE CUISINE DU PATRIMOINE
DU GROUPEMENT HOSPITALIER ARTOIS TERNOIS**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES
ET DE SERVICES**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières
(C.C.A.P.)**

SOMMAIRE

Article 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4	
1.1. Objet du Marché.....	4	
1.2. Emplacement des installations et contenu des prestations :	4	
1.3. Décomposition du Marché :	4	
1.4. Type d'accord-cadre	5	
1.5. Conditions d'attribution des bons de commande	5	
1.6. Dispositions générales.....	5	
1.7. Modifications du contrat : clause de réexamen.....	7	
Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET PIÈCES ANNEXES	8	
2.1. Pièces particulières :	8	
2.2. Pièces générales :	9	
2.3. Nantissement - Pièces à délivrer au Titulaire :	9	
Article 3. FORME ET CONTENU DES PRIX	10	
3.1. Type du marché - Principes.....	10	
3.1.1. Terminologie - définitions :	10	
3.1.2. Prestations de conduite et de petit entretien	10	
Article 4. VARIATION DES PRIX.....	12	
4.1. Modalités de révision des prix.....	12	
4.2. Prestations de conduite et de petit entretien (P 2).....	12	
Article 5. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT	13	
5.1. Avance.....	13	
5.2. Établissement d'acomptes (pour les prestations de maintenance préventives)	13	13
5.3. Conditions de règlement.....	14	
5.3.1. Présentation des demandes de paiement :	14	
5.3.2. Délai de paiement.....	15	
5.3.3. Paiement des cotraitants et sous-traitants :	15	
Article 6. DURÉE DU MARCHÉ.....	16	
Article 7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17	
7.1. Adresses d'exécution	17	
7.2. Horaires et modalités d'intervention.....	17	
7.3. Rapports d'intervention	17	
7.4. Personnel du titulaire.....	18	
7.5. Devoir de conseil.....	18	
7.6. Confidentialité et mesures de sécurité	18	
7.7. Traitement des données à caractère personnel	19	
Article 8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	19	



8.1.	Vérifications	19
8.2.	Décision après vérifications	19
Article 9. GARANTIE DES PRESTATIONS		19
Article 10. PÉNALITÉS POUR PRESTATIONS NON CONFORMES		20
10.1.	Généralités.....	20
10.1.1.	Interruptions, Insuffisances	20
10.1.2.	Constat	20
10.1.3.	Autres cas.....	20
10.1.4.	Établissement des pénalités	21
10.1.5.	Tableau des pénalités	21
10.1.6.	Maintien de responsabilité.....	22
10.1.7.	Plafonnement des pénalités	22
10.1.8.	Circonstances extérieures	22
10.2.	Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale.....	22
10.3.	Autres prestations	22
10.4.	Avertissement - Mise en demeure	23
10.4.1.	Mise en demeure	23
10.4.2.	Retrait de prestation.....	23
Article 11. CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE GARANTIE		23
11.1.	Retenue de garantie ou cautionnement	23
11.1.1.	Avance	24
11.2.	Clause de sauvegarde.....	24
Article 12. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES		24
12.1.	Responsabilité – Assurances.....	24
12.1.1.	Responsabilité	24
12.1.2.	Assurances :	25
12.2.	Subrogation.....	25
12.3.	Force majeure.....	26
12.4.	Contestations	26
12.5.	Résiliation	26
Article 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX		27

Article 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du Marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :

- Pour le compte du Groupement hospitalier, ci-après désigné par l'ÉTABLISSEMENT, constitué par les Établissements Publics de Santé :
 - le Centre Hospitalier d'Arras
(Mandataire et coordonnateur du Groupement)
 - le Centre Hospitalier de Bapaume
 - le Centre Hospitalier du Ternois
- L'entretien, la maintenance et le dépannage des appareils de Cuisine situés sur les différents sites d'Arras, Bapaume et Saint-Pol-sur-Ternoise (voir la liste et la localisation des équipements dans les Annexes 1 et 2 du C.C.T.P.)

Le présent document définit plus spécialement les conditions administratives particulières imposées au TITULAIRE par l'ÉTABLISSEMENT, pour l'exploitation (conduite, surveillance, réglage, nettoyage, entretien courant, maintenance) des installations confiées.

Le présent marché n'est pas alloti, les précisions sont indiquées dans les pièces du Marché par l'entreprise spécialisée, ci-après désignée par l'Entrepreneur ou le Titulaire.

Les prestations comprennent :

La maintenance des installations de cuisine ;

1.2. Emplacement des installations et contenu des prestations :

Les conditions spécifiques d'exploitation, la liste des installations, le contenu des prestations, sont précisés notamment dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

1.3. Décomposition du Marché :

Conformément à l'article L-2113-11 2° du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique pour le motif suivant :

L'allotissement entrerait par ailleurs en contradiction avec l'obligation de résultat confiée au Titulaire, cette obligation ne pouvant être honorée qu'en ne confiant la totalité des installations au même Exploitant.

En effet, les prestations décrites au Dossier de Consultation des Entreprises constituent un ensemble cohérent indissociable pour garantir l'obtention des résultats ; il n'est donc pas possible de distinguer les prestations.

Enfin, l'allotissement rendrait techniquement difficile l'exécution du marché.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire.

1.4. Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec un montant maximum annuel est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant annuel maximum: 100.000€ HT

1.5. Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par chacun des établissements membres concernés par le présent contrat au fur et à mesure de leur besoin et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

Par conséquent, un bon de commande émis en fin d'accord-cadre pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, les prestations s'exécutent au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support ou des établissements membres de l'accord-cadre en ce qui les concerne pourront être honorés par le ou les opérateur(s) économique(s) titulaire(s).

L'heure de la réception du bon de commande par le Titulaire est l'indicateur de référence pour le déclenchement des pénalités.

En cas de retard du Titulaire par rapport à l'un des délais pour des raisons qui lui sont imputables, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer les pénalités définies au présent CCAP.

Les bons de commandes peuvent être résiliés par le pouvoir adjudicateur, totalement ou partiellement, à tout moment.

1.6. Dispositions générales

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail:

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du Code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (Numéro unique d'identification, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liées aux salariés détachés).

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Dispositions applicables en matière de TVA en cas d'intervenants étrangers:

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA:

- ☒ L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;
- ☒ L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquiescer la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché public N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français ».

Désignation de sous-traitants (possible uniquement pour les prestations de services et de travaux de pose ou d'installation):

- Habilitation :

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Artois Ternois.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public selon les modalités définies aux articles L. 2193-4 du Code la commande publique et suivants et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG-FCS).

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

- Désignation de sous-traitants en cours de marché public :

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support du GHT Artois Ternois, le sous-traitant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance; si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des opérateurs économiques titulaires groupés.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 9.8.2 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

1.7. Modifications du contrat : clause de réexamen.

Par la présente disposition, le pouvoir adjudicateur peut effectuer une modification du marché en cours d'exécution, sans toutefois pouvoir en « changer la nature globale » et ce, conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Ainsi, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer des modifications du contrat dans les cas suivants et ce sous la forme d'un avenant pendant toute la durée du marché :

- 1) De modifier la clause de variation de prix, soit en cas de survenance d'événements pouvant altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du contrat, soit en cas de disparition d'un indice. Dans ce dernier cas, l'indice de substitution sera celui préconisé par l'INSEE ou, si aucun indice de substitution n'est conseillé, l'indice sera celui issu d'une négociation entre les parties.

- 2) L'évolution du parc: Le parc des sites à entretenir listés dans les annexes n°1 et 2 du CCTP correspond à la situation au jour du lancement de la procédure.

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut faire évoluer le périmètre des équipements à maintenir.

En cas de suppression d'un équipement, le coût de la maintenance préventive de l'équipement sera déduit du montant total de l'accord-cadre lors de la facturation. Le coût déduit est calculé au prorata du nombre d'interventions effectuées.

En cas d'ajout d'un équipement, une offre technico-commerciale sera transmise au pouvoir adjudicateur. Cette modification sera contractualisée par avenant, afin d'arrêter les nouveaux prix de maintenance en fonction de la nouvelle composition du parc.

- 3) De remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat hors opération de restructuration du titulaire initial), décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou

risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles (y compris en cas de défaillance du mandataire du groupement dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement).

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières par tous moyens. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être:

- ☒ Dans le cadre d'un groupement conjoint: soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- ☒ Dans le cadre d'un groupement solidaire: soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution:

- ☒ Dans le cadre d'un groupement solidaire: la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- ☒ Dans le cadre d'un groupement conjoint: la part non-exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut, dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.

En conclusion, un des membres d'un groupement pourra être substitué à un autre dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre qu'après la motivation du mandataire le cas échéant, l'acceptation par le pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article R2194-5 et R2194-8 cette modification du contrat prendra la forme d'un avenant au contrat

Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET PIÈCES ANNEXES

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Les annexes à l'A.E. :
 - o le BPU forfaitaire, la décomposition par site
 - o le BPU curatif
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.);
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), accompagné de ses annexes ;
- Les bordereaux détaillés de décomposition des prix forfaitaires et de justification des prix unitaires

- le mémoire justificatif du Titulaire et les autres pièces annexées à son offre.
- Planning d'intervention annuelle pour la maintenance préventive validé par le pouvoir adjudicateur.
- Les rapports d'interventions.
- La Charte de prévention.

Il est précisé que les pièces éventuellement établies après la notification ne constituent pas une modification du Marché, mais un complément à celui-ci.

2.2. Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du dernier mois d'établissement des prix, soit Janvier 2025, et plus particulièrement :

- les cahiers des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des installations (décret n° 87.966 du 26 novembre 1987, brochure **2 008** des J.O.) ;
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) ;
- le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.), énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, relative aux cahiers des clauses spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- et, plus généralement, les lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et textes administratifs, applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public et contrares aux clauses du présent marché, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25/05/2018.

Nota : les pièces générales, bien que non jointes au Marché, sont réputées bien connues du Titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

2.3. Nantissement - Pièces à délivrer au Titulaire :

Dès la notification du marché, l'Établissement délivre, sans frais, au Titulaire contre reçu, une expédition certifiée conforme de l'Acte d'Engagement et des autres pièces particulières énoncées ci-dessus (à l'exception des pièces générales).

L'Établissement délivre également, sans frais, sur demande du Titulaire au comptable public, les pièces qui lui sont nécessaires pour remettre l'accord-cadre en nantissement ou en cession.

Le Titulaire peut céder ou donner sa créance en nantissement dans les conditions prévues aux articles R.2191 - 45 et suivants du Code de la Commande Publique.

En vue de l'application du nantissement sont désignés :

Comme Comptable public assignataire des paiements :



M. le Trésorier
10, rue Diderot
62022 – ARRAS
Tél. : 03 21 24 68 11
Courriel : t062049@dgfip.finances.gouv.fr

Comme Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191 - du Code de la Commande Publique :

Cellule des Marchés

Comme Ordonnateur :

M. MERLAUD Philippe
Directeur

Article 3. FORME ET CONTENU DES PRIX

3.1. Type du marché - Principes

3.1.1. Terminologie - définitions :

On rappelle les principaux termes utilisés dans ce marché :

- **Prestations de maintenance préventive** = entretien courant (main d'œuvre et petites fourniture.) ;
- **Exercice** = période débutant le 1er janvier d'une année et se terminant le 31 décembre de l'année suivante ; néanmoins, le premier exercice débute dès la notification du présent marché et se termine le 31 décembre 2024 ;
- **Site** = ensemble composé d'un ou plusieurs bâtiments et identifiée par une référence distincte en Annexe à l'Acte d'Engagement.

3.1.2. Prestations de conduite et de petit entretien

L'accord-cadre comprend une partie forfaitaire et à prix unitaire concernant la maintenance préventive des installations confiées (annexe 1 au C.C.T.P) et une partie ponctuelle à prix unitaire concernant la maintenance curative des installations identifiées en Annexe 2 au C.C.T.P.

Le montant de la prestation forfaitaire préventive est renseigné en Annexe 1 – BPU Forfaitaire à l'acte d'engagement puis décomposé dans les annexes 5 à 14 de l'acte d'engagement. De plus, toutes les visites imposées par la réglementation sont dues par le TITULAIRE au titre de la prestation de la maintenance préventive et intégré dans cette prestation forfaitaire.

Le TITULAIRE est rémunéré selon des prix unitaires appliqués au nombre d'équipements confiés.

Le détail quantitatif estimatif (DQE), renseigné par le Prestataire conformément au modèle fourni par l'Établissement dans le dossier de consultation, n'est pas un document contractuel et n'est donc pas susceptible de limiter les quantités à exécuter ou à livrer.

S'agissant de prix unitaires, la facture éditée par le TITULAIRE devra faire apparaître la quantité effectivement exécutée

Les prix unitaires associées à la maintenance préventive sont forfaitaires ; elles sont réputées établies, pour chaque équipement et chaque site :

- Pour un exercice annuel;
- Toutefois, en cas d'exercice partiel, les prix forfaitaires sont recalculées prorata temporis ;
- Compte tenu de la maintenance préventive des installations ;
- Compte tenu de la maintenance réglementaire ;
- Compte tenu de la fourniture des produits consommables, des petites fournitures, de l'outillage nécessaire, des équipements spécifiques imposés par le règlement de Sécurité et d'hygiène et des recommandations et prescriptions de méthodologie des Infirmiers(ères) Hygiénistes de l'Équipe Opérationnelle (par exemple sur-chaussures, etc.)
- Lors des interventions sur les installations des pièces détachées de faible valeur unitaire (*de moins de 50 € Hors T.V.A., en fourniture seule, hors main d'œuvre, valeur base Marché révisable comme la redevance de maintenance préventive*) ;
- Compte tenu de la transmission des certificats et attestations justifiant du respect des contrôles et vérifications réglementaires (notamment du fait du classement E.R.P.) nécessaires pour la Commission de Sécurité ou tout autre organisme ;
- Compte tenu de la formation à la maintenance dispensée par le fournisseur du matériel confié, le cas échéant ;
- et compte tenu des différentes charges contractuelles complémentaires, comme : tenue des registres réglementaires, des plannings prévisionnels des opérations de maintenance., fourniture des fiches d'intervention, obligation de conseil et pré-réception d'installations, organisation et participation active aux réunions périodiques, relation avec les services concernés, production d'un mémoire de fin d'exercice (compte rendu d'exploitation), prise en charge des visites légales et des contrôles réglementaires, frais de transport de déplacement, formation du personnel, équipements de protection individuels et collectifs, participation aux visites des sites au début, en cours, et en fin de contrat, ...

Les prestations d'entretien sont précisées dans le C.C.T.P.

Les prix forfaitaires sont détaillés dans les annexes à l'AE.

Les prix associés à la maintenance curative sont à prix unitaire.

Le TITULAIRE est rémunéré selon des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées. Ces prix unitaires correspondent à des prestations qui sont devenues nécessaires et qui ne relèvent pas de la volonté du Maître d'Ouvrage.

Le détail quantitatif estimatif (DQE), renseigné par le Prestataire conformément au modèle fourni par l'Établissement dans le dossier de consultation, n'est pas un document contractuel et n'est donc pas susceptible de limiter les quantités à exécuter ou à livrer.

S'agissant de prix unitaires, la facture éditée par le TITULAIRE devra faire apparaître la quantité effectivement exécutée

Le TITULAIRE s'engage sur les prix unitaires portés à la remise de son offre dans le bordereau des prix unitaires (BPU), annexe de l'Acte d'Engagement.

Les prix unitaires du bordereau de prix s'entendent toutes dépenses confondues afférentes à la parfaite exécution de la prestation commandée, et notamment toutes dépenses :

- De temps de préparation ;
- De personnel et de moyens généraux ;
- De fourniture, de livraison et de pose, de mise en œuvre, d'adaptation des produits, matériels et matériaux afférents à la prestation ;
- Des couts d'amortissement des équipements
- D'essais et contrôles ;
- De taxes, de frais de brevet ou autres ;
-

L'accord-cadre public ne prévoit pas de disposition particulière pour rémunérer le mandataire des dépenses résultant de son action de coordination des entrepreneurs conjoints, ces dépenses étant réputées couvertes par les prix des prestations qui lui sont attribués.

Article 4. VARIATION DES PRIX

4.1. Modalités de révision des prix

Les prix forfaitaires et unitaires, figurant en annexe à l'A.E., sont réputés établis aux conditions économiques du mois de **janvier 2025**. Ils sont révisibles sur la base des dispositions du présent document.

De manière générale, pour les indices ou index parus avec des valeurs provisoires, ces révisions sont menées avec les valeurs rectifiées selon leur dernière mise à jour avant la validation du décompte.

Les coefficients de révision sont arrondis avec une précision de six décimales, et en étant vigilant aux taux de TVA à appliquer.

4.2. Prestations de conduite et de petit entretien (P 2)

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques d'établissement des prix par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes la première année. Ils peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, suivant les modalités fixées ci-dessous:

Les prix sont révisés en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left(0,10 + 0,90 \frac{S}{S_0} \right)$$

Dans laquelle :

S

Est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - dans le secteur "Industries Mécaniques et Électriques"

Ou ICHT-IME

Charges incluses publié par le site du Moniteur des Travaux Publics et du bâtiment. La valeur « avec effet CICE » sera considérée.

Les indices "0" correspondent aux valeurs du mois d'établissement des prix soit **janvier 2025**.

Article 5. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

5.1. Avance

En application des articles L. 2192-2 et -3 et R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article 11.1 option A du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé comme suit :

Si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois 20,00% du montant TTC du bon de commande ;

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

A contrario, lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé comme suit :

Si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois 5,00% du montant TTC du bon de commande ;

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Toutefois, le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite préalable. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00% du montant TTC du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le remboursement est géré par chacun des établissements membres du GHAT.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à -21 du Code de la commande publique.

5.2. Établissement d'acomptes (pour les prestations de maintenance préventives)

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

5.3. Conditions de règlement

5.3.1. Présentation des demandes de paiement :

La facturation doit être effectuée sous format électronique avec la solution CHORUS PRO, pour le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, proposée par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'État (AIFE).

Le Titulaire est donc tenu de respecter la transmission de ses factures par voie électronique via la solution CHORUS PRO.

Le Titulaire est également tenu de donner suite à toutes sollicitations émanant du suivi de ses factures par voie électronique via la solution CHORUS PRO (rejet, demande de rectification, etc.).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics acceptent les factures transmises par le Titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct de leurs contrats, sous réserve qu'elles comportent les mentions listées.

Toutes les situations et factures sont établies hors taxes, puis majorées de la T.V.A. au taux en vigueur à la date d'établissement de la situation ou de la facture.

Outre les mentions légales, en application des articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

NOTA : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai réglementaire de

paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par le Centre Hospitalier d'une facture conforme.

ATTENTION - NOTE PARTICULIÈRE POUR LA MISE EN PLACE DE LA DÉMATÉRIALISATION DE LA FACTURATION

Remarque importante : l'Établissement établira des certificats administratifs pour préciser au Titulaire les sites (ou les proportions d'un site) qui peuvent bénéficier du taux de T.V.A. réduit sur certaines prestations : logements de fonction, maisons de retraite et foyers, ...

Nota : les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement. Le Titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée du marché.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) pour le CH ARRAS : 266 209 253 00019
- Identifiant de la structure publique (SIRET) pour le CH TENOIS : 266 209 287 00017
- Identifiant de la structure publique (SIRET) pour le CH BAPAUME : 266 209 261 00012

5.3.2. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire du marché public et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché public sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des décomptes, factures ou des demandes de paiement équivalentes par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHAT concerné par le présent accord-cadre en ce qui le concerne.

En cas de retard de paiement, l'opérateur économique a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-FCS, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction, elles seront accompagnées du/des motifs du refus de mandater du pouvoir adjudicateur de l'établissement membre du GHAT concerné ou son représentant (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes...).

Le titulaire doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur de l'établissement membre du GHAT concerné par le présent contrat ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

5.3.3. Paiement des cotraitants et sous-traitants :

- a) Désignation préalable au paiement de sous-traitants en cours de marché :

Par dérogation aux articles 3.6 et 12 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services, le Titulaire peut présenter à l'Établissement un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le Titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception à l'Établissement les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, datée et signée en original par le Titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant ;
- Un R.I.B.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le Titulaire, le mandataire en cas de groupement et l'Établissement.

L'acte spécial, précise tous les éléments des articles R.2193 - 1 à 9 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'Établissement notifie au Titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le Titulaire fait connaître à l'Établissement le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le Titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

b) Modalités particulières pour le décompte :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans l'accord-cadre.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par l'Établissement aux sous-traitants concernés ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

Article 6. DURÉE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification au titulaire.

Reconduction de accord-cadre

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée tacitement par l'établissement support du GHT Artois-Ternois si aucune décision écrite contraire n'est prise au moins 3 mois l'échéance de la période de validité en cours.

Toutefois, la reconduction peut être actée avant terme des un an, soit à la date à laquelle le montant maximum sera atteint (date du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum). Le pouvoir adjudicateur doit informer le titulaire de la survenance de la reconduction anticipée due à l'atteinte du montant maximum au plus tôt.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou en l'absence de précision à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date et de l'heure de réception du bon par le titulaire.

Chaque bon de commande précisera le lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations ou faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le contrat.

7.1. Adresses d'exécution

Les lieux d'intervention et de livraison sont indiqués à l'article 1.1 du présent CCAP.

Toutefois, le lieu de livraison ou d'intervention précis est mentionné sur chaque bon de commande.

7.2. Horaires et modalités d'intervention

Pour les horaires et modalités d'interventions, se référer au CCTP.

7.3. Rapports d'intervention

Les documents à fournir auprès du pouvoir adjudicateur sont développés à l'article 2.4 du CCTP.

7.4. Personnel du titulaire

Les prestations sont exécutées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire affecte le personnel nécessaire, tant en nombre qu'en qualification, à la bonne exécution de l'accord-cadre. Il assurera notamment la formation du personnel chargé d'exécuter les prestations.

Afin de satisfaire aux obligations de qualité fixées au présent accord-cadre à bons de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment de demander un entretien au titulaire, afin d'effectuer un point sur l'équipe dédiée et le cas échéant des éventuelles modifications.

Responsable chargé de représenter le titulaire :

La bonne exécution des prestations suppose que le titulaire affecte un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'établissement. En particulier, ce responsable assiste aux revues de contrat organisées par l'établissement membre.

L'établissement support se réserve le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplit pas correctement ses fonctions à son égard.

7.5. Devoir de conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le représentant de l'établissement membre des risques d'une réparation envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention, et de toute nouvelle réglementation.

7.6. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à informer les personnels intervenant au sein des établissements qu'ils sont tenus au respect de la confidentialité, c'est-à-dire à ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

Le personnel de l'entreprise présent dans l'établissement doit obligatoirement porter de façon visible un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle pourra être reconduite hors du site.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire devra respecter les consignes générales d'hygiène et particulières applicables sur tous les sites du GHAT conformément à la charte de prévention.

7.7. Traitement des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, dès lors que la présente prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare connaître les obligations définies par les lois et règlement applicables en matière de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le titulaire doit respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et des limitations des données personnelles, permettant que seules les données substantielles soient traitées.

Les mesures techniques et organisationnelles appropriées sont à intégrer par le sous-traitant (ici il s'agit du sous-traitant au sens du RGPD et non de la loi de 1975), afin de protéger les données personnelles traitées.

Article 8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire ou son représentant peut être présent lors des opérations de vérification.

Quant aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies, elles sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Si l'une de ces vérifications révèle une anomalie altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation concernée.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies à l'article 12 du présent CCAP.

8.2. Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également décider de différer en tout ou en partie le règlement ou de le réduire. L'admission ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité éventuelle.

Article 9. GARANTIE DES PRESTATIONS

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Article 10. PÉNALITÉS POUR PRESTATIONS NON CONFORMES

10.1. Généralités

10.1.1. Interruptions, Insuffisances

Pour l'application des pénalités, on distingue les fournitures ou prestations :

- Non effectuées ou considérées comme telles : défaut, retard ou interruption ;
- Non correctes : insuffisance ou excès, paramètres hors tolérances, ...

Une fourniture ou une prestation est jugée insuffisante (ou excessive) quand elle est mal exécutée ; en particulier, si elle est mesurable, quand elle s'écarte des tolérances spécifiées ou usuelles.

Une fourniture ou une prestation est jugée interrompue quand elle n'est pas exécutée (ou très mal) ; si elle est mesurable, quand elle s'écarte suffisamment des tolérances pour être inefficace ou inutile (en général, trois fois les tolérances précédentes).

Une fourniture ou une prestation est également jugée interrompue lorsque les conséquences de la défaillance génèrent des pertes d'activités ou des menaces pour la sécurité des biens et des personnes.

Pour les prestations difficilement ou non mesurables, l'Établissement avertit le Titulaire préalablement à l'application des pénalités et ils recherchent, le cas échéant, à définir ensemble le niveau de qualité des prestations à respecter.

10.1.2. Constat

La défaillance est autant que possible constatée contradictoirement ; en l'absence du Titulaire, la défaillance est constatée par un représentant de l'Établissement et l'avertissement est valablement notifié par courrier électronique ; en outre, une alarme transmise automatiquement par la télésurveillance vaut également constat contradictoire ; en l'absence de réaction du Titulaire, l'avertissement peut être renouvelé avec confirmation par lettre recommandée.

Les pénalités s'appliquent, sans délai, à partir de l'heure du constat ou, le cas échéant, à partir de l'heure précisée dans l'avertissement.

10.1.3. Autres cas

Les pénalités sont applicables à l'ensemble des prestations à la charge du Titulaire (y compris toutes ses obligations contractuelles) qui n'entraînent pas nécessairement une perturbation apparente dans la fourniture ou dans le service rendu, par exemple :

- Défaut d'entretien;
- Non-réparation d'un organe défectueux ou endommagé, d'une fuite ;
- Défaut de manœuvre, de réglage ou de contrôle d'organes de sécurité ou d'isolement;
- Non-information des services de l'Établissement consécutivement à la mise à l'arrêt d'une installation, que ce soit par mesure d'urgence ou pour des travaux programmés ;

- Maintien d'une situation provisoire ou d'une réparation d'urgence, non suivie d'une remise en état définitive ;
- Manque de propreté des locaux confiés ;
- Absence de port des E.P.I. ;
- Non-production ou non-justification des consommations de combustible, ... ;
- Non-organisation ou non-participation aux réunions périodiques d'exploitation ;
- Absence d'un représentant du Titulaire (commercial ou technique) lors d'une réunion ;
- Non-rédaction et/ou non-diffusion des comptes rendus de réunion ;
- Non-présentation d'un projet d'avenant sous le délai d'un mois ;
- Refus de fournir les éléments demandés lors de ces réunions ou pour la vérification du décompte définitif ;
- Non-fourniture des tableaux de bord ;
- Absence ou retard de transmission des relevés des compteurs, relevé inexploitable car erroné... ;
- Information erronée transmise par tout moyen, absence de réponse ;
- Refus de fournir les éléments demandés en fin de marché (notamment extraction intégrale des informations sur supports numériques) ;
- Non-respect d'un rendez-vous pour intervention avec un service ou l'occupant ;
- Tentative de dégagement de responsabilité ou d'exclusion de prestations contraires au présent marché (cas où l'Exploitant affirmerait qu'une prestation n'est pas due, qu'un matériel n'est pas confié, ...) ;
- Refus de participer à des visites des sites, dans le cadre des P.-V. de prise en charge, d'un contrôle d'exploitation.

Pour ces configurations, les pénalités applicables sont celles relatives aux insuffisances. Toutefois, en cas de défaillance prolongée ou de refus de réponse du Titulaire, l'Établissement peut se référer à l'article 5. 5.

10.1.4. Établissement des pénalités

Les prix étant globales et forfaitaires par site, les défaillances sont constatées et les pénalités établies par site (c'est-à-dire de même référence contractuelle).

Dans certains cas, les pénalités peuvent être appliquées sur plusieurs, voire sur tous les sites, par exemple :

- Retard de mise en route de plusieurs sites ;
- Retard dans la production ou la justification du décompte définitif.

10.1.5. Tableau des pénalités

Soit P, le montant de la commande.

Le taux des pénalités est de 0,0020 P par tranche de six (6) heures d'interruption ($2 \cdot 10^{-3}$ P).

La pénalité est réduite de moitié, soit 0,0010 P, en cas d'insuffisance ($1 \cdot 10^{-3}$ P).

La pénalité est de 0,000 5 P par tranche de six (6) heures, pour les "autres défaillances" ($5 \cdot 10^{-4}$ P).

De manière générale, le nombre de tranche(s) correspond à la durée de la défaillance (en heures) divisée par 6 et arrondie à l'entier supérieur ; ce qui revient à dire que toute tranche entamée est prise en compte.

La pénalité forfaitaire (en € / événement) est applicable dès la survenue du défaut, puis la pénalité unitaire (en € / jour) est applicable tant que la prestation n'est pas effectuée (le calcul est effectué en nombre de jours entiers).

Sinon, un minimum de pénalité de 100 € est appliqué par défaillance ; ce montant, en valeur de base du Marché, est révisable annuellement comme la redevance P (avec le coefficient de révision calculé lors du dernier décompte de fin de saison, soit au 31 décembre précédent).

10.1.6. Maintien de responsabilité

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du Titulaire sur les conséquences indirectes de la prestation non ou mal exécutée.

Certaines pénalités et leurs conséquences directes ou indirectes peuvent être couvertes par des assurances spécifiques, mais l'indemnisation de l'Établissement doit couvrir l'intégralité du préjudice subi (donc sans franchise ni plafond).

10.1.7. Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités annuelles est plafonné à 20% du montant global annuel de la redevance P.

Lorsque ce plafond est atteint, la faute du Titulaire est présumée suffisamment grave pour que l'Établissement soit fondé à prononcer la déchéance du Titulaire des droits résultants du présent marché.

10.1.8. Circonstances extérieures

Les pénalités ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au Titulaire à condition toutefois que celui-ci ait mis tout en œuvre pour effectuer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il disposait.

10.2. Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités pourront être appliquées au Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

Le montant des pénalités est égal à 2 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

10.3. Autres prestations

Ces prestations étant difficilement mesurables, le défaut ou l'insuffisance sont autant que possible constatés contradictoirement.

L'Établissement met en demeure le Titulaire, par une décision motivée, préalablement à l'application éventuelle des pénalités. Le Titulaire dispose d'un délai, fixé par la mise en demeure, pour présenter ses observations.

Le cas échéant, l'Établissement et le Titulaire définissent ensemble le niveau de qualité à respecter pour les prestations considérées.

Ces prestations concernent par exemple :

- Les réunions périodiques ;
- Le contenu des documents à fournir...

10.4. Avertissement - Mise en demeure

10.4.1. Mise en demeure

Dans le cas de prestations non-conformes, l'Établissement peut mettre le Titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-huit (48) heures.

Si, à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer une prestation normale, l'Établissement peut y pourvoir aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, aucun délai n'est alors requis. En particulier, en l'absence de technicien compétent, l'Établissement peut prendre toute mesure d'urgence, sans que le Titulaire défaillant ne puisse décharger sa responsabilité, ni invoquer alors le cas de force majeure.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où l'Établissement, ou un Tiers, assure la fourniture ou la prestation à la place du Titulaire.

Les présentes clauses s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux articles du chapitre 7 (art. 38 à 45) du C.C.A.G. et 7. 5. - du présent C.C.A.P.

10.4.2. Retrait de prestation

L'Établissement se réserve également la faculté de retirer de l'accord-cadre les prestations que le Titulaire se révèle incapable de réaliser correctement et d'effectuer en conséquence les réfections de prix sur les prix correspondants.

Il en est de même en cas d'échec dans les négociations d'un avenant ou, en cas de modification importante des installations.

Article 11. CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE GARANTIE

11.1. Retenue de garantie ou cautionnement

Il n'est pas prévu de cautionnement du marché sauf dans les cas ci-après :

11.1.1. Avance

En cas d'acceptation par le Titulaire de l'avance selon indication dans l'Acte d'Engagement, dans les conditions prévues aux articles R.2191 - 3 à 19 du Code de la Commande Publique et à l'article 3. 0. - du présent C.C.A.P., celui-ci constitue dans le premier mois d'exécution de l'accord-cadre et avant toute demande d'acompte, une garantie à première demande qui couvre l'intégralité de l'avance.

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Ce cautionnement, constitué par la garantie à première demande est levé à la fin du remboursement de l'avance (théoriquement lors du décompte du sixième exercice).

11.2. Clause de sauvegarde

Si, pendant l'accord-cadre, l'application des formules de révision entraîne une variation de plus ou moins 10 % par rapport à la valeur du marché initial, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque. Un avenant est alors rédigé.

Il en est de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation est changée, ou s'il cesse d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transforment les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

Toutefois, en cas de simple substitution d'indices (ou plus généralement d'un paramètre d'indexation), la rédaction d'un avenant n'est pas nécessaire ; les parties entérinent leur accord par un échange de courrier ou un procès-verbal signé des deux parties.

Article 12.DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

12.1. Responsabilité – Assurances

12.1.1. Responsabilité

Le Titulaire, ainsi que les cotraitants et sous-traitants éventuels, sont responsables du maintien en bon état et de la sécurité des installations qui leur sont confiées.

La responsabilité de l'Établissement ne peut être engagée pour tout défaut de sécurité des installations confiées au Titulaire.

Le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations de conseil, notamment en ce qui concerne les mises en conformité.

L'Établissement ne peut être mis en cause directement ou indirectement pour les fautes ou infractions commises par le Titulaire, ainsi que les cotraitants et sous-traitants éventuels.

L'Établissement est responsable du maintien en bon état et de la sécurité du clos et du couvert des bâtiments où le Titulaire intervient.



Pendant la durée d'exécution du présent contrat, le Titulaire est responsable des dommages qui peuvent être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

12.1.2. Assurances :

Le Titulaire prend à sa charge les risques de toute nature pouvant engager sa responsabilité civile délictuelle, quasi-délictuelle et contractuelle pendant l'exécution du présent contrat, tant pour les installations et matériels, que pour les bâtiments les contenant.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché, puis tous les ans à l'échéance, le Titulaire, ainsi que les cotraitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1 792 à 1 792 - 6 et 2 270 du Code Civil ;
- D'une assurance couvrant la responsabilité civile Exploitation et Professionnelle.

Dans tous les cas et eu égard à l'importance des installations confiées, le Titulaire sera assuré au minimum pour les dommages et montants suivants :

- Dommages corporels : 1 000 000 € (un million d'euros) ;
- Dommages matériels et immatériels : 2 000 000 € (quatre millions d'euros) ;
- Le cas échéant, une police d'assurance couvrant toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile du fait de la mise en œuvre de procédés ou matériaux qui ne sont pas de technique courante et ne peuvent bénéficier comme tels des garanties prévues aux contrats visés ci-dessus ;

Ces seuils ne constituant en aucun cas un plafond de responsabilité pour le Titulaire, celle-ci demeurant pleine et entière.

À défaut de remise de ces documents, l'Établissement se réserve le droit de ne pas procéder au règlement des prestations de quelque nature que ce soit.

12.2. Subrogation

L'Établissement est subrogé par le Titulaire dans tous ses droits et actions, nés ou à naître, contre quiconque, et notamment à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des sous-traitants et cotraitants, des titulaires antérieurs et de tous tiers responsables ou estimés responsables d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont il assure la conduite et la Garantie Totale.

Le Titulaire fait son affaire de toute action amiable ou contentieuse à l'encontre des personnes désignées ci-dessus.

Si, pour une raison quelconque, la clause ci-dessus ne pouvait jouer, l'Établissement s'engage à intervenir aux côtés du Titulaire pour tout recours à exercer.

Le Titulaire s'engage également à faire bénéficier l'Établissement des indemnités reçues de ses assureurs pour les dommages ayant atteint les installations et que le Titulaire aurait réparés à ses frais.

Inversement, si l'assurance de l'Établissement venait à indemniser un sinistre directement, celui-ci peut rembourser les travaux engagés par le Titulaire, qui, en contrepartie les retire de son compte de Garantie Totale.

12.3. Force majeure

Sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendants de la volonté des parties et qui ont pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : la guerre, les émeutes et mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les coupures d'électricité ou de gaz, le contingentement du combustible, les mesures gouvernementales ou administratives.

12.4. Contestations

Toutes les contestations qui viendraient à s'élever sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent contrat seront portées devant un arbitre unique, si les parties s'entendent sur sa désignation.

Elles peuvent également être portées devant le Comité Consultatif de Règlement Amiable prévu à l'article R.2197-1 du Code de la Commande Publique.

12.5. Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions fixées aux articles du chapitre 7 (art. 38 à 45) du C.C.A.G.

Par dérogation à l'article 33 du C.C.A.G., la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité.

L'accord-cadre peut aussi être résilié par l'Établissement, et sans indemnité, si le Titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures d'économies prescrites par l'Établissement, ou se refuse à appliquer au montant de son Marché l'incidence financière de ces mesures. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du Titulaire.

Il en est de même en cas d'échec dans les renégociations de conditions contractuelles ou d'un avenant ; chacune des parties peut demander la résiliation sans indemnité du Marché, quand elles ne sont pas parvenues à trouver un accord dans un délai supérieur à six mois ; afin de permettre à l'Établissement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité de l'exploitation de ses installations, le préavis de résiliation est au minimum de six mois.

Enfin, l'accord-cadre peut être également résilié par l'Établissement, sans indemnité, dans les cas suivants :

- Lorsque le Titulaire a contrevenu aux règles concernant la sous-traitance ;
- Lorsque les déclarations produites en application des articles R.2143 et suivants du Code de la Commande Publique ont été reconnues inexactes ;
- En cas de modifications importantes concernant le Titulaire, de nature à compromettre l'exécution du Marché ;
- Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail, notamment en cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du Code du Travail fournis par le Titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché ;
- Lorsqu'il s'est livré à l'occasion du Marché à des actes frauduleux, portant sur les fournitures ou les prestations ;

- En cas de détérioration, d'utilisation abusive, de non-restitution de matériels, d'équipements ou d'approvisionnements ;
- Lorsqu'il déclare, indépendamment des cas de force majeure, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsqu'il ne s'acquitte plus de ses obligations dans les délais prévus ou requis ;
- Lorsqu'il fait obstacle au contrôle de ses prestations ou d'autres clauses financières ;

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire à raison de ses fautes.

Article 13.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents généraux et des normes françaises homologuées :

- a) C.C.A.G. :
 - L'article 3. 3. 3. -a) du C.C.A.P. dérogeant et/ou complétant les articles 3.6 et 12 du C.C.A.G. ;
 - L'article 5 du C.C.A.P. dérogeant et/ou complétant l'article 14 du C.C.A.G. ;
 - L'article 7. 5. - du C.C.A.P. dérogeant et/ou complétant les articles 38 à 45 du C.C.A.G.
- b) Normes françaises homologuées :
 - Les normes françaises homologuées et celles applicables en vertu des accords internationaux, y compris le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25/05/2018.